

Service risques et installations classées (SRIC)  
12/14, rue des Archives  
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 13 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **VEOLIA PROPRETE ILE-DE-FRANCE**

48-64 route de l'Île Saint-Julien  
94380 BONNEUIL SUR MARNE

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2022/AH/N°233GR

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/05/2022 dans l'établissement VEOLIA PROPRETE ILE-DE-FRANCE implanté au 48-64, route de l'Île Saint-Julien à BONNEUIL SUR MARNE. L'inspection a été annoncée le 06/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisé, le 17/05/2021, à la suite d'un accident de personnel le 19 avril 2022 et d'un incendie survenu le 28 avril 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEOLIA PROPRETE ILE-DE-FRANCE
- 48-64 route de l'Île Saint-Julien 94380 BONNEUIL SUR MARNE
- Code AIOT dans GUN : 0006520140
- Régime : Autorisation

VEOLIA PROPRETÉ Île-de-France exploite un centre de tri des encombrants et des déchets de chantier sur un terrain de Port de Paris, situé au 48-64, route de l'Île Saint-Julien à Bonneuil-sur-Marne.

Le site de Bonneuil-sur-Marne, implanté au 48-64, route de l'Île Saint-Julien, comprend :

- un centre de tri mécanisé des encombrants et déchets du BTP,
- un centre de transfert des matériaux collectés sélectivement,
- une installation de broyage du bois valorisable,
- une déchetterie à destination des usagers professionnels (artisans, commerçants, industriels),
- une installation de broyage de meubles.

Le site (tous apports confondus) peut accueillir jusqu'à 250 000 tonnes de déchets par an.

La déchetterie est accessible, pour les apports de déchets, du lundi au samedi de 6h30 à 21h30. La ligne de tri fonctionne du lundi au vendredi de 6h30 à 21h30. Les opérations de maintenance et d'entretien se font entre 21h30 et 6h30.

Le site dispose d'un effectif de 54 personnes pour son exploitation.

L'établissement est classé administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature :

Rubrique	A, E, D, DC, NC <sup>1</sup>	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume maximal autorisé
2710-1. a	A	Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes	Famille des pâteux, familles des acides et bases, ammoniacales, famille des « solvants usagés » et des déchets dangereux contenant des huiles et des hydrocarbures, famille des déchets phytosanitaires, tubes fluorescents/lampes usagées/piles/batteries, aérosols, amiante liée, bouteille de gaz, DEEE	34 t
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Activité de broyage du bois	221 t/j
2710-2. a	E	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m <sup>3</sup>	Collecte de 420 m <sup>2</sup> et 410 t de bois, inerte, plâtre, métaux, plastiques, cartons et papier	1 130 m <sup>3</sup>
2714-1	E	Installation de transit, regroupement tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Centre de tri et transit de papiers/cartons (380 m <sup>3</sup> – 130 m <sup>2</sup> – 6 838 t), de plastiques (380 m <sup>3</sup> – 130 m <sup>2</sup> – 23 t), de bois (1 900 m <sup>3</sup> – 430 m <sup>2</sup> – 380 t) et de déchets de collecte sélective mélangés (510 m <sup>3</sup> – 100 m <sup>2</sup> – 80 t)	3 170 m <sup>3</sup>
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. . Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Centre de tri et transit de stock réception (4 200 m <sup>3</sup> – 1 300 m <sup>2</sup> – 1 300 t), de refus (2 000 m <sup>3</sup> – 635 m <sup>2</sup> – 600 t) et de déchets verts (280 m <sup>3</sup> – 100 m <sup>2</sup> – 56 t)	6 480 m <sup>3</sup>
2713-2	D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> mais inférieure à 1 000 m <sup>2</sup>	Centre de tri et transit de métaux ferreux (75 m <sup>2</sup> – 225 m <sup>3</sup> – 68 t) et non ferreux (75 m <sup>2</sup> – 225 m <sup>3</sup> – 30 t)	150 m <sup>2</sup>

Les installations sont réglementées par :

- l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non

1 A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration)

dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral n°2017/2783 du 26 juillet 2017 portant autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) – Demande d'autorisation souscrite par la société VEOLIA PROPRETÉ ÎLE-DE-FRANCE – 48-64 Route de l'Île-Saint-Julien à BONNEUIL-SUR-MARNE ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022/907 du 14 mars 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Circonstances de l'incendie

L'inspection des installations classées a été informé, par courriel du 28 avril 2022, qu'un incendie a eu lieu le jour même vers 3h40. La direction de la sécurité de proximité de l'agglomération (DTSP) a informé que l'incendie concernait le centre de tri de déchets de chantiers de la société VEOLIA.

Selon l'exploitant, l'incendie se serait déclenché vers 3h35 au niveau de l'alvéole de stockage matelas du centre de tri situé au 48-64 route de l'île-Saint-Julien. Le feu s'est ensuite propagé sur l'alvéole de bois adjacente à l'avéole des matelas. Dix minutes après le départ de feu, la BSPP est intervenue et a maîtrisé le feu vers 5h10. Les dégâts matériels sont limités (lampadaires et câbles électriques proches impactés), les parois des alvéoles ayant globalement bien résistées.

La cause de l'incendie est en cours d'identification avec l'analyse des éléments disponibles.

## 2-3) Circonstances de l'accident selon l'exploitant

### 2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
COMPOTEMENT AU FEU	Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 8.2.1	/	Sans objet
PROTECTIONS LIÉES AUX ÉQUIPEMENTS	Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 8.3.5	/	Sans objet
CONSIGNES D'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 8.5.4	/	Sans objet
FORMATION DU PERSONNEL	Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 8.5.5	/	Sans objet
RETENTIONS ET CONFINEMENT	Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 8.4.1	/	Sans objet
TRAITEMENT DES DECHETS	Code de l'environnement, article R.543-45	/	Sans objet

## 2-4) Fiches de constats

### Point de contrôle n°1 : COMPOTEMENT AU FEU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 8.2.1
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que possible les risques d'incendie, à détecter rapidement un départ d'incendie et à en limiter la propagation. L'emploi de matériaux combustibles doit être aussi limité que possible.
<b>Constats :</b> L'installation dispose de caméras de mouvement permettant de détecter un départ de feu. Lors de l'incendie du 28/04/2022, la BSPP avait été contactée rapidement et était présente sur site 10 min après le départ de feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## Point de contrôle n°2 : PROTECTIONS LIÉES AUX ÉQUIPEMENTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 8.3.5
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin d'éviter tout préjudice corporel, les pièces en rotation (convoyeurs, broyeurs, etc.) sont munies de dispositifs de sécurité et d'arrêt d'urgence facilement accessibles. Elles sont protégées par un capotage plein ou grillagé, démontable et portant toutes les indications utiles à la sécurité du personnel. Toute intervention d'entretien sur des machines ou éléments tournants en fonctionnement est proscrite.
<b>Constats :</b> Les équipements sont munis de dispositif de sécurité et d'arrêt d'urgence facilement accessibles. L'incident survenu au mois d'avril ne relève, a priori, pas d'un problème lié aux systèmes de protection des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

## Point de contrôle n°3 : CONSIGNES D'EXPLOITATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 8.5.4
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;</li><li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li><li>-l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>-l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation ;</li><li>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li><li>-les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;</li><li>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.4.1 ;</li><li>-les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour les consignes d'exploitation qui sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. De plus, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le 14/06/2022, un nouveau mode opératoire de mise en sécurité générale.
Type de suites proposées : Sans suite

#### Point de contrôle n°4 : FORMATION DU PERSONNEL

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 8.5.5
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident (alerte des secours, évacuation du personnel) et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention et des procédures associées. Le personnel est entraîné à la manœuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.
<b>Constats :</b> Les opérateurs reçoivent des formations lors de leurs prise de poste. Ils reçoivent également, suite à ces formations, une formation continue, afin d'assurer le maintien des niveaux de connaissances.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### Point de contrôle n°5 : RETENTIONS ET CONFINEMENT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 8.4.1
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les BSDD relatifs au pompage et à l'élimination des eaux d'extinction, transmis par la SARP de Montgeron.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### Point de contrôle n°6 : TRAITEMENT DES DECHETS

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 543-45
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le bon de pesée, du site d'enfouissement de Claye, qui a pris en charge les déchets résiduels issues de l'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

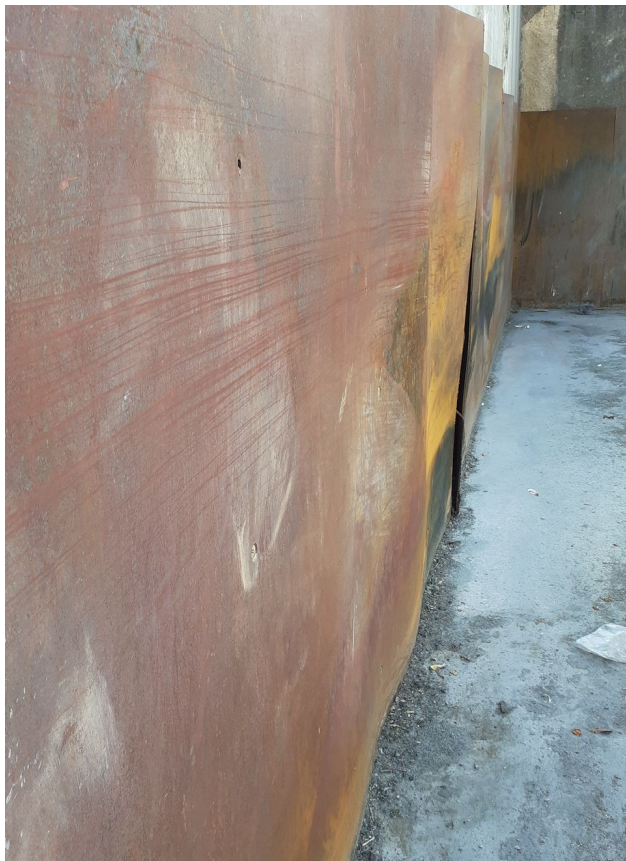
## Annexe : Planche Photographique



Alvéole des matelas correspondant au point de départ de l'incendie



Alvéoles de bois ayant pris feu



Protection de l'alcôve des matelas



Zone de tri temporaire suite à l'accident